

États Unis d'Amérique

Sebastien Felix Braun

Quelque 6,6 millions de personnes aux États-Unis, soit 2% de la population totale, s'identifient comme Amérindiennes ou Autochtones d'Alaska, à part entière ou en combinaison avec une autre identité ethnique. Environ 2,5 millions d'habitants, soit 0,8% de la population, s'identifient uniquement comme Amérindiens ou Autochtones d'Alaska. 567 identités tribales étaient reconnues par le gouvernement fédéral au mois de mai 2016, dont la plupart ont des territoires nationaux reconnus. 23% de la population autochtone vit dans des réserves indiennes ou des villages autochtones d'Alaska. La Californie est l'État qui dispose de la population autochtone la plus nombreuse ; la ville de New York a la plus forte population d'Autochtones.


Bien que les indicateurs socioéconomiques soient très variables d'une région à l'autre, le taux de pauvreté des Amérindiens ou des Autochtones d'Alaska est d'environ 27%.

Les États-Unis ont annoncé en 2010 qu'ils soutiendraient la DDPA (Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones) comme guide moral, après avoir voté contre en 2007. Les États-Unis n'ont pas ratifié la Convention 169 de l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

Les nations amérindiennes reconnues sont souveraines, mais sont sous la tutelle de l'État. Le gouvernement fédéral rend obligatoire de consulter les tribus, mais a pleins pouvoirs sur les nations autochtones. Les Amérindiens aux États-Unis sont en général citoyens américains.

Élection présidentielle

Au mois de novembre, le républicain Donald Trump fut élu président des États-Unis. En tant qu'homme d'affaires sans aucune expérience politique préalable, on ne sait pas quelles conséquences son élection aura pour les peuples autochtones. Leurs problèmes furent totalement absents de sa campagne. En décembre cependant, des membres de la Coalition américaine pour Donald Trump, l'un des groupes de soutien de sa campagne, ont proposé de privatiser les terres amérindiennes qui recèlent des ressources naturelles, mettant fin ainsi à la surveillance et à la réglementation fédérales. Trump a nommé le républicain Ryan Zinke, membre du Congrès du Montana, à la tête du ministère de l'Intérieur, qui contrôle le Bureau des Affaires indiennes (BIA). Zinke s'est opposé à la vente de terres fédérales aux États, a travaillé sur le *Blackfoot Water Compact* (accord sur l'eau avec les Blackfeet), qui a été adopté par le Congrès en décembre et qui favorise l'exportation du charbon du Montana, dont une grande partie provient de la réserve Crow (voir plus loin).



South Dakota	Pine Ridge Sioux Rosebud Sioux Cheyenne River Sioux Yankton Sioux	California	Pechanga
North Dakota	Standing Rock Sioux Three Affiliated Tribes (Fort Berthold)	Oklahoma	Choctaw Chickasaw
Washington, D.C. / Alaska	Shishmareff (Inupiat) Akiachak Native Community Chilkoot Indian Association Chalkyitsik Village Tuluksak Native Community Arctic Slope Regional Council (Inupiaq)	Idaho	Nez Perce
Nebraska	Omaha Iowa	Washington	Yakama Umatilla Colville Lummi
Minnesota / Montana	Crow Blackfeet Northern Cheyenne	Arizona	Navajo Hopi
		New Mexico	Zuni
		Utah	Uintah and Ouray Ute
		Colorado	Ute Mountain Ute

Obama promulgue des mesures avant son départ

Au mois de décembre, le président Obama a mis en place deux mesures importantes pour protéger l'environnement du développement de l'énergie. Avec Trudeau, premier ministre du Canada, il a annoncé que la plus grande partie des mers de Chuchi et de Beaufort serait définitivement interdite au forage off-shore, bien que cette décision

doive être révisée par les scientifiques tous les cinq ans. L'*Arctic Slope Regional Council* (ASRC) qui représente les intérêts des Inupiak, a vivement réagi à cette décision et s'est engagé à combattre les décisions d'un président sortant qui tient à laisser un héritage par tous les moyens à sa disposition¹. En novembre, l'administration avait résilié les concessions off-shore de la région jusqu'en 2022, après l'acquisition par l'ASRC de concessions dont la Royal Dutch Shell ne voulait plus.

Par ailleurs, Obama déclara que la région de Bears Ears en Utah était désormais Monument National. Il y a dans la région des lieux sacrés pour les Ute, les Navajo, les Hopi et les Zuni. C'était l'objet de l'*Utah Public Lands Initiative Act*, proposé par le membre républicain du congrès de l'Utah et qui aurait transféré à l'État la gestion de terres situées dans la réserve des Ute, protégé une partie de la région et ouvert de larges zones au développement énergétique. La Coalition intertribale de Bears Ears, constituée des nations hopi, navajo, ute uintah et ouray, ute de Ute Mountain et zuni, avait proposé la création d'un Monument National en octobre 2015. Obama mit également en place une Commission de Bears Ears, composée des nations tribales, avec avis consultatif sur la gestion du Monument. Le sénateur républicain de l'Utah, Mike Lee, a déclaré qu'il « travaillerait sans relâche avec le congrès et la nouvelle administration Trump pour honorer la volonté du peuple et revenir sur cette appellation².

Tout comme ces deux décisions sont susceptibles d'être annulées par l'administration Trump, il peut en être de même du Dakota Access Pipeline (DAPL), le plus fameux point de discord de l'année 2016. Cela dépendra de l'intervention ou non de Donald Trump dans le processus réglementaire.

Standing Rock et le Dakota Access pipeline

Dès le mois d'avril, un camp commença à se constituer dans la réserve de Standing Rock, au Dakota du Nord, pour protester contre le Dakota Access pipeline (DAPL), qui devait transporter le pétrole de l'ouest du Dakota du Nord à travers le Dakota du Sud, et de l'Iowa à l'Illinois. Au début, l'opposition entendait préserver des sites funéraires dans la réserve. Le pipeline ne devait pas traverser la réserve, mais passer à quelques centaines de mètres au nord de Cannonball River, la limite de la réserve, avant de traverser la rivière Missouri, où un barrage avait donné naissance au lac Oahe. Cependant, la tribu sioux de Standing Rock s'opposait au tracé du pipeline depuis plusieurs années. La confluence de la Cannonball et du Missouri abrite plusieurs sites d'une grande importance culturelle et spirituelle ; de plus, la tribu tire son eau potable du lac, et elle craignait les conséquences désastreuses qu'aurait une possible fuite³. En juillet, la tribu sioux de Standing Rock traduisit en justice le *United States Corps of Engineers* (le Corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis) pour n'avoir pas respecté son obligation de consulter la tribu sur les lieux sacrés et sur le tracé du pipeline, et pour avoir autorisé le passage du pipeline à travers le lac Oahe avant de consulter la tribu. Le *Corps* contrôle tout le territoire autour du lac. La tribu sioux de Cheyenne River s'est jointe au procès ; la tribu sioux yankton intenta un procès séparé. Après le dépôt de la plainte, de nombreuses personnes rejoignirent le camp, dont la plupart campaient sur les terres du *Corps*. Finalement, il se forma trois camps, occupés par des milliers de personnes. Le *Corps* les autorisa à rester sur ses terres tant qu'il n'y aurait pas de dégâts, mais le gouvernement tribal dut payer pour le système sanitaire, le nettoyage, et pour divers services. Au mois d'août, Dakota Access (qui possède 75% du pipeline), intenta un procès

à Standing Rock car la tribu faisait obstacle à la construction du pipeline, et l'État retira les remorques et les réservoirs qui fournissaient les camps en eau potable ; il déclara l'état d'urgence qui l'autorisait à demander aux autres États des renforts de police et des équipements supplémentaires. Les mois suivants, des policiers du Minnesota, du Dakota du Sud, du Wisconsin et de l'Indiana, apportèrent leur soutien. La Garde Nationale du Dakota du Nord commença à dresser des barrages sur la route 1806, qui relie Bismarck/Mandan et la réserve de Standing Rock. L'*International Indian Treaty Council* (une organisation internationale des groupes autochtones) pressèrent le Haut Commissaire aux droits de l'Homme aux Nations Unies de se pencher sur la question.

À la fin du mois d'août, Tim Mentz, ancien responsable de la conservation du patrimoine de la tribu sioux de Standing Rock, étudia un segment du tracé du pipeline à l'invitation du propriétaire. Il fit sa déposition devant le tribunal chargé du procès le 2 septembre, notant qu'il avait trouvé plusieurs sites culturels importants, qui ne figuraient pas dans les études effectuées pour le Dakota Access. La région est terre privée, aussi le gouvernement fédéral n'y a-t-il aucun pouvoir de contrôle. Le 3 septembre, Dakota Access enleva la couche de terre arable de cette partie du tracé du pipeline et nivela la surface. Lorsque des manifestants tentèrent de s'opposer aux travaux, des gardes non habilités engagés par Dakota Access, lancèrent leurs chiens sur eux. Le 4 septembre, Standing Rock et Cheyenne River déposèrent une demande pour que les travaux sur le pipeline soient temporairement suspendus à 20 miles du lac. Durant ces événements, il devint évident que, bien que Dakota Access n'ait pas besoin de permis fédéral pour faire des travaux sur des terres privées, il n'avait pas pu obtenir l'autorisation du *Corps* de forer sous le lac Oahe pour traverser le Missouri. La commission conclut que Dakota Access avait prouvé qu'il était déterminé à construire son pipeline jusqu'au rivage, qu'il en ait l'autorisation ou pas. Pas plus que le *Corps*, le tribunal n'est capable de l'en empêcher⁴. Quelques heures après le rejet de la requête par le tribunal, les ministères des Armées, de la Justice et de l'Intérieur publièrent une déclaration commune affirmant que l'armée n'autoriserait pas la construction du pipeline Dakota Access sur les terres du *Corps* tant qu'il n'aurait pas déterminé s'il fallait reconsidérer les décisions précédentes concernant le site du lac Oahe. Ils demandèrent également un arrêt volontaire des travaux à une distance de 20 miles du lac ainsi qu'une consultation de gouvernement à gouvernement avec la tribu dans le cadre des consultations existantes sur les ressources culturelles⁵. Le 22 septembre, le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones demanda aux États-Unis d'arrêter la construction du pipeline.

Les manifestations continuèrent, non seulement à proximité du tracé du pipeline et au Dakota du Nord, mais aussi à Washington DC ainsi que dans d'autres villes. Le 23 octobre, des manifestants installèrent un camp sur le tracé du pipeline, à quelque 2,5 miles au nord de la réserve, sur terre privée. En même temps, ils érigèrent trois barrages routiers, dont deux sur la route 1806. La veille, la police avait arrêté plus de 200 activistes qui tentaient de s'opposer aux travaux sur le site. Le 27 octobre, la police et la garde nationale, équipées de véhicules blindés, mirent plusieurs heures à dégager le camp et les barrages routiers ; elles procédèrent à l'arrestation de plus de 140 manifestants. Après cette violence, le grand chef Edward John, membre du Forum permanent des Nations Unies sur les Questions autochtones, se rendit au Dakota du Nord pour évaluer la situation et recueillir des témoignages. Il incita le Rapporteur spécial à se rendre sur place et exprima ses inquiétudes sur les conséquences d'éventuelles fuites de pétrole, sur le manque de concertation et, surtout, sur l'escalade de la violence. Le 14 novembre, le *Corps* publia une déclaration disant que l'armée avait

décidé que des travaux d'analyse et des discussions supplémentaires étaient justifiés, et que tout apport pertinent de la part des tribus concernant la proposition de traversée du pipeline ou l'octroi d'une servitude de passage, était bienvenu. Durant toutes ces discussions, la construction sur le lieu de la traversée était au point mort⁶. Les manifestations et les arrestations continuèrent et, le 20 novembre, la police utilisa les canons à eau contre les activistes, par des températures glaciales. Une petite explosion blessa sérieusement une jeune femme durant le conflit. Le 28 novembre, le *Corps* déclara que les personnes qui campaient sur ses terres étaient en infraction, mais qu'il n'essaierait pas d'avoir recours à la force pour les déloger. Ce fut rapidement suivi par un ordre d'évacuation émis par le gouverneur de l'État qui prétextait du risque sécuritaire que représentait l'approche d'une tempête. L'État envisagea aussi d'empêcher l'eau et les vivres d'arriver au camp, puis se ravisa.

Le 4 décembre, l'Armée annonça qu'elle refusait d'accorder une servitude permettant de traverser le lac à l'emplacement proposé en se basant sur l'état actuel du dossier, mais qu'elle se proposait d'examiner d'autres emplacements, de discuter des risques potentiels de déversements d'hydrocarbures, et de revoir les droits issus des traités⁷. La société mère de Dakota Access, Energy Transfer Partners, accusa la décision « d'être purement politique, la dernière en date d'une série d'actions politiques évidentes de la part d'une administration qui a abandonné la règle de droit pour rechercher les faveurs d'une circonscription électorale à la politique étreiquée et extrême » et s'engagea à faire en sorte que ce projet vital aboutisse et que la construction puisse se terminer sans nouvelle modification du tracé du pipeline dans ou autour du lac Oahe⁸. Kevin Cramer, député républicain du Dakota du Nord, écrivit qu'il avait la conviction que la loi et l'ordre seraient rétablis dès le mois suivant, dès que les États-Unis auront un président respectueux des lois⁹. Heidi Heitkamp, sénateur démocrate du Dakota du Nord, déclara que la loi demeurerait en suspens, que l'administration entrante avait déjà annoncé qu'elle soutenait le projet¹⁰. Le républicain Paul Ryan, du Wisconsin, président de la Chambre des Représentants, écrivit un « tweet » disant que cette décision « émane des organes décisionnaires du gouvernement dans ce qu'ils ont de pire. J'espère bien que cette présidence anti-énergie fera bientôt partie du passé. » Le président et PDG de l'American Petroleum Institute demanda au président élu Trump de « rétablir le respect de la loi dans le régime de réglementation de notre nation et de faire de l'approbation du pipeline du Dakota Access sa priorité dès qu'il entamera sa présidence »¹¹. Dakota Access prétend être en possession de tous les permis nécessaires pour achever les travaux. Pour le président de la tribu sioux de Standing Rock, Dave Archambault, tout est loin d'être terminé. À la lumière de ces éléments, les tribus sioux de Standing Rock, Cheyenne River et Yankton, ont comparu le 11 décembre devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme, pour demander aux États-Unis de prendre des mesures préventives afin d'éviter que soient infligés des préjudices irréparables aux tribus, à leurs membres et à d'autres encore, résultant de la construction imminente ou en cours du pipeline Dakota Access (DAPL), ainsi que du harcèlement et de la violence dont sont victimes les personnes rassemblées pour prier et pour manifester contre le DAPL¹².

Pipelines, ressources naturelles et conflits

Les événements à Standing Rock, où des policiers militarisés, avec des véhicules blindés, des gaz incapacitants, des projectiles de caoutchouc lestés de sacs de haricots, ainsi que

de dispositifs de dissuasion acoustiques (*Long Range Acoustic Devices (LRAD)*), affrontèrent des activistes engagés qui bloquaient les routes, brûlaient les voitures et occupaient le terrain, sont la preuve que de violents conflits sont nécessaires pour que les media prêtent attention aux problèmes autochtones. En même temps, les tribus Iowa du Kansas et du Nebraska, et la tribu Omaha du Nebraska passèrent quasiment inaperçues quand elles exprimèrent des préoccupations similaires pour leurs sites culturels et devant l'absence de consultation au sujet du tracé du Dakota Access dans l'Iowa et le Dakota du sud. En septembre, une ordonnance judiciaire empêcha les trois Tribus Affiliées de la réserve de Fort Bertold au Dakota du Nord d'entraver la construction du pipeline de Sacagawa sous le lac Sakakawa. Les mois à venir montreront si la nouvelle administration interviendra dans le processus de la Déclaration d'impact environnemental initiée par le *Corps*, ou si la prise de conscience du public provoquera une pression politique suffisante pour arrêter le projet.

Le cas du pipeline de Sacagawa montre la complexité des programmes autochtones. L'un des partenaires du projet est Greywold Midstream, qui appartient à la tribu. La difficulté de mettre en balance le développement économique contre la protection de l'environnement s'est aussi illustrée au mois de mai, lorsque le *Corps* refusa d'autoriser un port charbonnier sur Puget Sound dans l'État de Washington en arguant du droit de pêche de la nation Lummi. L'entreprise Pacific Gateway Terminal était censée exporter 48 millions de tonnes de charbon par an, surtout en provenance de la réserve crow du Montana. Ryan Zinke, nommé au poste de ministre de l'Intérieur, était un fervent partisan du Terminal, laissant à penser que la nouvelle administration pourrait revenir sur la décision. Il s'oppose aussi à un moratoire de janvier sur les nouvelles concessions charbonnières sur des terres fédérales, qui affecte particulièrement le bassin de la Powder River au Wyoming et au Montana, terre des tribus crow et cheyenne du Nord. La mine Big Metal de la compagnie Cloud Peak Energy est censée verser à la tribu crow dix millions de dollars les cinq premières années après son ouverture. En avril, une coalition de groupes écologiques, y compris *Dine Citizens against Ruining our Environment (CARE* – Citoyens Dine contre la destruction de notre environnement) intenta un procès au gouvernement fédéral pour avoir prolongé l'exploitation à la Navajo Mine et à la centrale des Four Corners en Arizona. La Navajo Mine est gérée par la compagnie Navajo Transitional Energy, propriété exclusive de la Nation Navajo, qui a réalisé l'achat de la mine à BHP Billiton au mois de juillet. La mine a rapporté 35 millions de dollars au fond général de la nation en 2015.

Droits relatifs à la terre et à l'eau

Au mois de mars, le Cour suprême des États-Unis a tranché dans le procès Nebraska c/ Parker, procès intenté par l'État du Nebraska qui estimait que le village de Pender n'était pas situé sur le territoire de la réserve omaha. La tribu Omaha avait essayé de réglementer le commerce des boissons alcoolisées à Pender, en vertu de son ordonnance sur les boissons. La Cour suprême jugea que, bien que certaines parcelles de la réserve omaha eussent été vendues à des non-Indiens en 1882, la réserve n'en était pas diminuée pour autant ; cependant, son verdict ne spécifiait pas si la tribu était en droit de taxer les détaillants à Pender.

Outre l'accord blackfeet sur l'eau, la loi sur l'amélioration des infrastructures de distribution d'eau aux tribus signée par le président Obama au mois de décembre

comprenait des mesures concrètes concernant l'eau pour la bande Pechanga des Indiens Luiseno en Californie, et entre les nations chickasaw et choctaw et l'État d'Oklahoma. Un conflit oppose Oklahoma City et les Choctaw/Chickasaw, chacun prétendant avoir des droits à l'eau prioritaires. La ville prétend qu'elle a besoin d'une plus grande quantité d'eau, alors que le lac est situé sur le territoire tribal. Les plaines du Sud, comme beaucoup d'autres régions aux États-Unis, souffrent d'une pénurie en eau. Selon les conditions de l'accord résultant de poursuites intentées en 2011, l'État contrôle les droits sur l'eau pour les territoires traditionnels des nations choctaw et chickasaw en Oklahoma. Néanmoins, les tribus ont des garanties spécifiques concernant le débit de la rivière et le niveau d'eau du lac Sardis, où Oklahoma City veut puiser son eau.

Au mois d'août, l'État d'Alaska a abandonné son appel de la décision du Bureau des Affaires indiennes (BIA) d'autoriser les tribus d'Alaska à placer leurs terres en fiducie. En juillet, une cour fédérale à Washington DC avait tranché en faveur de la communauté autochtone de Akiachak, l'Association indienne des Chilkoot, le Conseil de village de Chalkyitsik et la communauté autochtone de Tuluksak, qui avaient lancé des poursuites contre le ministère de l'Intérieur. Les tribus peuvent désormais demander que leurs terres soient transférées au gouvernement fédéral qui les détiendra en fiducie. Cette solution offre une protection contre des saisies de leurs biens pour dette, les exempte des impôts d'État et leur offre un plus grand champ de compétence. La première demande eut lieu en octobre, formulée par l'Association tribale Craig concernant une parcelle d'un acre.

La santé

Au mois de juillet, les services hospitaliers et les services d'urgence de l'hôpital du service de santé indien (*Indian Health Service – IHS*) de la réserve de Rosebud dans le Dakota du Sud, rouvrent après une fermeture de 7 mois. Le service des urgences fut fermé car une inspection de l'hôpital avait révélé qu'il présentait des conditions de fonctionnement potentiellement mortelles. Les patients durent être transférés dans un autre établissement distant de 50 miles. 6 patients au moins décédèrent durant le transfert. La tribu sioux de Rosebud intenta un procès à l'IHS en avril. En octobre, le Bureau de l'inspection générale du Département de la santé et des services aux personnes (*Office of Inspector General of the Department of Health and Human Services*) publia deux rapports sur les hôpitaux de l'IHS. Ils concluaient que la surveillance du suivi et de la qualité des soins était limitée. De plus, en dépit de l'augmentation du nombre des usagers, deux agences régionales de l'IHS avaient signalé avoir perdu 50% de leurs postes en quelques années. Dans l'un des hôpitaux, la majorité des prestataires expliquèrent que le personnel de l'hôpital était surtout de niveau intermédiaire et composé d'omnipraticiens, qui ne sont ni équipés, ni formés, pour assurer des soins spécialisés. C'est pourquoi les patients sont souvent adressés à d'autres services que ceux de l'IHS. En théorie, le programme *Purchased/Referred Care* (PRC) devrait payer pour ces services, mais il est sous-financé depuis des décennies et ne paie que pour les urgences médicales. Les patients pris en charge dans les hôpitaux de l'IHS qui vivent dans des régions reculées doivent souvent parcourir 100 à 200 miles pour leurs soins de suite ou pour voir des spécialistes. De plus, 33% des postes de médecins sont non pourvus dans les hôpitaux de l'IHS. Plus de la moitié déclarent que leurs équipements vétustes ou inadaptés ne leur permettent pas de dispenser des soins de qualité, et plus des deux tiers sont trop petits.

Les jeunes

Au mois d'octobre, le président Obama promulgua la Loi sur les enfants autochtones proposée par la commission Alyce Spotted Bear et Walter Soboleff, loi qui crée une Commission à l'enfance autochtone. Cette Commission procédera à une étude approfondie des programmes fédéraux, d'État et tribaux, de l'incidence de leur compétence sur la protection de l'enfance, ainsi que des obstacles à la réussite des enfants autochtones. Elle émettra des recommandations pour améliorer et développer les plans fédéraux les concernant. Les questions à étudier comprennent l'éducation, la justice pour mineurs et la santé. Le taux élevé de suicides et de divers problèmes sociaux met en évidence le mal-être des jeunes Indiens dans de nombreuses communautés. En octobre, trois juges ont été destitués dans la réserve de Pine Ridge au Dakota du Sud après avoir ordonné de rendre un jeune garçon à sa mère, accusée ensuite de l'avoir battu à mort.

En décembre, de nouvelles règles sont entrées en vigueur concernant la Loi sur la protection de l'enfance autochtone, l'*Indian Child Welfare Act* (ICWA). Le principal changement est que, dorénavant, les tribunaux d'État sont tenus de demander, lors de chaque audience sur la garde d'un enfant, si l'enfant ou ses parents sont amérindiens, et si l'ICWA est applicable. La loi a été adoptée parce que de nombreux enfants étaient placés dans des familles d'accueil ou chez des parents adoptifs non amérindiens. Cependant, au Minnesota par exemple, le pourcentage d'enfants autochtones représente presque un quart des enfants placés en famille d'accueil. Le nombre de familles d'accueil amérindiennes est souvent insuffisant par rapport aux besoins.

Questions diverses

Au mois d'août, un vote eut lieu en Alaska dans le village inupiat de Shismaref afin de décider s'il convenait d'aménager le site d'un nouveau village sur le continent pour quitter une île-barrière gravement érodée. Le changement climatique fait peser une menace imminente d'érosion côtière et d'inondation sur plus de 30 villages d'Alaska. Shismaref avait approuvé le projet de délocalisation en 1973, puis en 2002, mais n'avait pu trouver ni le financement, ni les emplacements appropriés pour le concrétiser. La délocalisation coûterait désormais 200 millions de dollars ; l'État est prêt à contribuer au financement à hauteur de 8 millions de dollars.

Des restes humains découverts en 1996 et connus sous le nom de « homme de Kennewick » seront transférés aux tribus Yakama, Nez Perce, Umatilla et Colville, et la bande Wanapum dans les États de Washington et de l'Idaho. Pour obtenir la restitution de ces restes humains, les tribus ont livré une longue bataille juridique, car en 2004, ils n'étaient pas légalement déclarés amérindiens selon la loi sur le rapatriement des objets sacrés et des restes humains (*Native American Grave Protection and Repatriation Act* – NAGPRA). De récentes analyses de l'ADN ont permis de relier ces restes vieux de 9 000 ans aux tribus, permettant leur rapatriement.

Mots ultimes d'un président

À l'occasion de la huitième, et probablement finale, conférence des Nations tribales à la Maison Blanche (*White House Tribal Conference*) en septembre, le président Obama s'est

penché sur l'héritage que laissait son administration en ce qui concerne la politique amérindienne. D'après lui, de grands progrès ont été réalisés, mais il se peut que l'administration entrante les annule. Certains estiment que sa présidence n'a pas suffisamment progressé dans ce domaine, mais il est indéniable que son administration a au moins eu l'intention de prendre au sérieux les problèmes des Autochtones et de tenir compte de leurs opinions. Il termina sur une note optimiste, que les peuples autochtones des États-Unis devraient garder à l'esprit :

Mais ces progrès ne prennent pas fin avec ma présidence. Il est nécessaire de continuer le dialogue et de relever les défis auxquels le pays indien est confronté. Des progrès réels et durables dépendent de chacun de nous – pas de quiconque siège dans le Bureau ovale, mais de tous ceux qui sont prêts à s'organiser et à se mobiliser, et qui continuent à œuvrer pour la juste et l'égalité des chances ¹⁵.

Notes et références

- 1 ASRC Reacts to President's Plan to Permanently Restrict Offshore Oil and Gas Development in Alaska's Arctic. Press Release, 20 December 2016
- 2 Sen. Lee Pledges to Fight Obama's San Juan County Land Grab. Press Release, 28 December 2016
- 3 Dave Archambault. "Standing Rock Sioux to federal government: halt the pipeline". The Hill, 30 April 2016
- 4 United States District Court for the District of Columbia, Standing Rock Sioux Tribe v. U.S. Army Corps of Engineers, Memorandum Opinion, 9 September 2016
- 5 Joint Statement from the Department of Justice, the Department of the Army and the Department of the Interior Regarding Standing Rock Sioux Tribe v. U.S. Army Corps of Engineers, 9 September 2016
- 6 U.S. Army Corps of Engineers. Statement Regarding the Dakota Access Pipeline. 14 November 2016
- 7 Darcy, Jo-Ellen. Memorandum for Commander, U.S. Army Corps of Engineers. 4 December 2016
- 8 Energy Transfer Partners and Sunoco Logistics Partners Respond to the Statement from the Department of the Army. Press Release, 4 December 2016
- 9 Cramer: Corps' Decision Denying Pipeline Permit Sends Chilling Signal for Infrastructure Development. Press Release, 4 December 2016
- 10 Heitkamp Statement on Army Corps Decision to Deny Dakota Access Easement under Lake Oahe. Press Release, 4 December 2016
- 11 API's Jack Gerard calls on President-elect Trump to Approve the Dakota Access Pipeline. Press Release, 4 December 2016
- 12 Request for Precautionary Measures Pursuant to Article 25 of the IACHR Rules of Procedure Concerning Serious and Urgent Risks of Irreparable Harm Arising Out of Construction of the Dakota Access Pipeline. 2 December 2016
- 13 Indian Health Service Hospitals: Longstanding Challenges Warrant Focused Attention to Support Quality Care. OEI-06-14-00011 and Indian Health Service Hospitals: More Monitoring Needed to Ensure Quality Care. OEI-06-14-00010
- 14 Interior Department Finalizes Pathway to Reestablish a Formal Government-to-Government Relationship with Native Hawaiian Community. Press Release, 29 September 2016
- 15 Barack Obama. "On My Final White House Tribal Nations Conference." Indian Country Today, 30 September 2016

Sebastien Felix Braun dirige le département d'Études amérindiennes à l'Université de l'État de l'Iowa, où il est également professeur associé d'anthropologie dans le Département des langues et cultures du monde.

*Source : IWGIA 2017 The Indigenous World
Traduction par Marie – Claude Strigler
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique du nord*